

RETOUR DE LA PESTE BRUNE EN ESPAGNE: VOX....

Finalement l'Espagne n'a pas échappé à la vague de l'extrême-droite, comme dans tout le reste de l'Europe depuis plusieurs années, même si elle était en partie discrète. Car le PP (*Parti populaire*) grouille d'éléments issus du franquisme, héritiers (fils et petits-fils) voire même acteurs de l'époque, d'une période obscure tenue d'une main de fer par le dictateur Francisco Franco y Bahamonde. Le pays tout entier vivait sous une chape de plomb, l'omerta (loi du silence) était présente partout, dans toutes les couches de la société espagnole.

Alors, pourquoi donc une extrême-droite aujourd'hui? Il semblerait qu'un dérapage ait eu lieu à l'intérieur du PP. Une scission s'est produite avec quelques socio-conservateurs critiques, usés par la crise économique qui a provoqué le départ de certains membres du parti, en réaction avec les représentants qui étaient en poste dans le gouvernement de Mariano Rajoy, le gouvernement actuel étant dirigé par le PSOE (*Parti Socialiste Ouvrier espagnol*).

En décembre dernier, à la suite des élections régionales (l'abstention a été très grande), le PP (la droite conservatrice, Juan Manuel Moreno Bonilla, président de la *Junta d'Andalousie*) prend le pouvoir en Andalousie, soutenu par le parti libéral *Ciudadanos* (centre droit, Juan Marin, vice-président de la *Junta d'Andalousie*) et soutenu surtout par le parti d'extrême-droite fraîchement débarqué sur la scène politique, Vox, (Francisco Serrano, député au *Parlement d'Andalousie*). Vox remportera 12 sièges (11% des voix) aux élections régionales andalouses, qui, avec l'apport de *Ciudadanos*, 21 sièges (18,3% des voix) permettront de faire pencher la balance du côté du PP, 26 sièges (20,08% des voix) et de renverser le PSOE.

Le PSOE a dirigé pendant 36 ans la *Junta d'Andalousie*, bastion historique de la gauche, et région la plus peuplée d'Espagne. Les électeurs ont eu tendance à rejeter une politique démodée, préférant se rapprocher d'un sentiment nationaliste qui se réveille, en partie dû à une augmentation de l'immigration clandestine.

C'est là que Vox apparaît, après les élections générales du 20 décembre 2015 (0,23% des voix), en surfant sur la vague de populisme qui traverse l'occident. Vox propose dans son programme de construire un mur autour de Ceuta et Melilla enclaves espagnoles au Maroc, la création d'un *Conseil de la famille*, le soutien de la tauromachie et de la chasse, la promotion des processions religieuses de la *Semaine sainte*, l'exclusion de l'IVG de la santé publique, l'allongement des congés maternité et l'augmentation des allocations familiales pour les mères. Vox tient par ailleurs des propos très douteux sur le féminisme, la famille, et remet en cause la lutte contre les violences sexistes qui faisait consensus en Espagne. La loi pionnière contre ce phénomène, qui tue selon les statistiques officielles environ 50 femmes par an - 47 en 2018 - avait été adoptée en 2004 à l'unanimité par le parlement.

«Vous êtes arrivé à la présidence avec les héritiers du franquisme», «Vous avez dû obtenir les voix de l'extrême-droite pour avoir un gouvernement légitime», c'est ce que reprochera l'ancienne présidente de la *Junta d'Andalousie* (entre le 6 septembre 2013 et le 18 janvier 2019) Susana Diaz Pacheco face à Moreno. Elle lui demandera de dire clairement s'il allait éliminer les lois sur l'égalité en Andalousie, s'il allait abroger la loi de la *Mémoire historique*, s'il s'apprêtait à promouvoir la déportation d'immigrés ou s'il comptait préserver le gouvernement autonome malgré des divergences de critères avec ses deux partenaires pour l'investiture. Divergences qui pourraient mettre en péril la stabilité de l'Andalousie. Mercredi 9 janvier, le *Parti populaire* a tout d'abord signé un accord avec *Ciudadanos* (C's). Cet accord porte sur la structure et l'investiture du futur gouvernement. Il complète un autre accord qui comprend 90 mesures gouvernementales. L'accord du 9 janvier promeut Juan Manuel (Juanma) Moreno Bonilla (PP) en tant que président du gouvernement, et Juan Marin (C's) comme vice-président. Après négociations, un second accord a été signé, cette fois entre le *Parti populaire*, *Ciudadanos* et Vox. Ces accords permettent au président du PP Juanma Moreno d'être

assuré de la majorité des voix au parlement andalou. L'investiture s'est faite mardi 15 et mercredi 16 janvier. Moreno est devenu le premier président PP en 36 ans, avec un gouvernement composé de onze conseillers. Les enjeux sont importants, car les Espagnols sont retournés aux urnes pour des élections législatives le 28 avril. La participation à ces élections a d'ailleurs été l'une des plus élevées de l'histoire, avec 75,78 % de votants, soit neuf points de plus qu'en 2016.

Arrivé en tête avec 29% des voix, le *Parti socialiste* (PSOE) obtient 123 sièges, loin de la majorité absolue de 176 sièges. Seule condition pour son leader Pedro Sanchez, l'actuel Premier ministre, pour former un nouveau gouvernement: trouver des alliés parmi les autres partis représentés au Parlement. Le leader de *Podemos* Pablo Iglesias a déjà proposé son soutien, fort des 42 sièges obtenus par le mouvement de gauche radicale. «*Nous avons besoin d'un gouvernement de gauche en Espagne*», a-t-il scandé peu après l'annonce des résultats.

Une alliance entre les socialistes et *Podemos* donnerait 165 députés... ce qui ne serait toujours pas suffisant pour obtenir la majorité absolue. Pour trouver les 11 sièges supplémentaires, les socialistes pourraient se tourner vers des partis régionalistes, les nationalistes basques (10 sièges) ou les indépendantistes catalans (11 sièges), même si ces derniers lui ont fait faux bond en février dernier en refusant de voter son budget, conduisant à l'organisation de ces élections anticipées.

Vox a finalement obtenu 10,3% des voix, soit 24 sièges. Loin des prédictions des instituts de sondage, qui misaient plutôt sur 36 ou 38 sièges. Le contexte électoral risque de compliquer la situation. Car le 26 mai, en plus du scrutin européen, ont aussi lieu en Espagne les élections municipales et régionales et, pendant ce temps, en marge des tractations politiciennes, l'exploitation capitaliste continue de plus belle.

Juan CHICA VENTURA
Groupe anarchiste Salvador-Segui
